

CONVENTION SUR LE COMMERCE INTERNATIONAL DES ESPÈCES
DE FAUNE ET DE FLORE SAUVAGES MENACÉES D'EXTINCTION



Soixante-dixième session du Comité permanent
Rosa Khutor, Sochi (Fédération de Russie), 1 – 5 octobre 2018

Questions stratégiques

Renforcement des capacités

BESOINS DE RENFORCEMENT DES CAPACITÉS DES PAYS EN
DÉVELOPPEMENT ET DES PAYS À L'ÉCONOMIE EN TRANSITION :
RAPPORT DU SECRÉTARIAT

1. Le présent document a été préparé par le Secrétariat.

Historique

2. À sa 17^e session (CoP17, Johannesburg, 2016), la Conférence des Parties a adopté les décisions 17.31 à 17.35 sur le *Renforcement des capacités*. Les décisions 17.34 et 17.35 sont adressées au Secrétariat et au Comité permanent :

17.34 *Le Secrétariat, sous réserve de fonds externes disponibles, si nécessaire :*

- a) *continue de développer et d'améliorer le site web de la CITES ainsi que le Collège virtuel de la CITES comme outils électroniques de soutien aux Parties pour le renforcement des capacités, en offrant notamment les informations suivantes :*
 - i) *une liste des références au renforcement des capacités figurant dans les résolutions et décisions, ainsi que les chapitres pertinents des rapports sur l'application de la CITES, de façon à améliorer le suivi continu des activités de renforcement des capacités ; et*
 - ii) *une liste de ressources financières et de mécanismes susceptibles de soutenir la mise en œuvre de la CITES (comme le Fonds pour l'environnement mondial ou le Fonds pour l'éléphant d'Afrique) ;*
- b) *dans le cadre des Buts 1 et 3 de la Vision de la stratégie de la CITES, apporte un soutien technique ciblé au renforcement des capacités et offre des formations générales et spécialisées : aux organes de gestion et aux autorités scientifiques CITES, aux instances douanières et de lutte contre la fraude, aux instances judiciaires, aux législateurs et aux autres acteurs, notamment pour les nouvelles Parties, les Parties ayant des économies en développement, les Parties identifiées via le mécanisme de contrôle du respect de la Convention et les Petits États insulaires en développement ;*
- c) *en concertation et en coopération avec le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes, entreprend la révision et l'élaboration de matériels de renforcement des capacités et d'identification sélectionnés, dont ceux qui se rapportent au développement, à l'établissement et à l'application de quotas d'exportation nationaux volontaires ;*

- d) *publie une notification aux Parties invitant les pays en développement et les pays ayant des économies en transition à fournir au Secrétariat des informations précises sur leurs besoins en matière de renforcement des capacités, et fait rapport sur les réponses reçues à la 69^e session du Comité permanent ;*
- e) *poursuit la coopération avec les institutions et organisations afin de fournir aux Parties une assistance conjointe et pertinente pour la CITES en matière de renforcement des capacités, par exemple l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICWC) (y compris chacun de ses partenaires), le Centre du commerce international (ITC), l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), l'Université internationale d'Andalousie, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE).*

17.35 *Le Comité permanent :*

- a) *suit la mise en œuvre des activités de renforcement des capacités figurant dans les résolutions et décisions actuelles par le biais des informations fournies par le Secrétariat conformément à la décision 17.34 a) i) ;*
- b) *examine les résultats de l'enquête lancée par la notification aux Parties mentionnée dans la décision 17.34 d), ainsi que les informations présentées dans les sections pertinentes des rapports sur l'application de la CITES ;*
- c) *examine les travaux du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes concernant la mise en œuvre de la décision 17.32, et fournit des orientations en fonction des besoins ; et*
- d) *formule, le cas échéant, des recommandations à la Conférence des Parties sur les moyens de consolider, rationaliser et rendre plus cohérentes les activités de renforcement des capacités énoncées dans les résolutions et décisions.*

3. Le Secrétariat a fait part de ses progrès d'application des décisions 17.34 et 17.35 au Comité permanent, à sa 69^e session (SC69, Genève, novembre 2017)¹. Plus récemment, les progrès d'application de la décision 17.34 ont été présentés à la dernière séance conjointe du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes (AC30/PC24, Genève, juillet 2018)².

Progrès d'application de la décision 17.34 depuis la 69^e session du Comité permanent

- 4. Le Secrétariat continue de fournir un appui ciblé en matière de renforcement des capacités techniques et d'assurer une formation générale et spécialisée aux organes de gestion et aux autorités scientifiques, aux entités douanières et services chargés de l'application des lois et à d'autres parties prenantes, concernant l'application de la décision 17.34, paragraphe b). Une mise à jour sur le statut d'application de ces résolutions et décisions figure dans les annexes 2 et 3 du présent document.
- 5. Les activités de renforcement des capacités dans le cadre de partenariats avec d'autres organisations ainsi que par des moyens virtuels se sont poursuivies depuis la 69^e session du Comité permanent. La mise à jour sur l'application, qui figure dans les annexes 2 et 3, contient des références à la collaboration avec des institutions et organisations partenaires, conformément au paragraphe e) de la décision 17.34, ainsi que celles qui ont été fournies de façon virtuelle.
- 6. Concernant la mise en œuvre du paragraphe c) de la décision 17.34, le rapport à la séance conjointe AC30/PC24 signalait que le groupe de travail intersessions sur le renforcement des capacités et le matériel d'identification n'avait reçu que peu de contributions de ses membres et n'avait pas réussi à faire des progrès marqués. Les comités ont décidé que les thèmes du renforcement des capacités et du matériel

¹ Voir le document SC69 Doc.21

² Voir le document AC30 Doc. 9.1 / PC24 Doc. 9.1

d'identification seraient traités séparément et ont convenu d'un projet de décision sur le matériel d'identification à soumettre à la 18^e session de la Conférence des Parties (CoP18). Toutefois, les comités n'ont fait aucune recommandation spécifique relative au renforcement des capacités.

7. Le Secrétariat, comme noté brièvement dans le document présenté à la séance conjointe AC30/PC24 (AC30 Doc.9.1/PC24 Doc.9.1), observe qu'une approche différente pourrait être nécessaire pour profiter des connaissances et de l'expertise du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes dans les orientations visant à améliorer les efforts de renforcement des capacités. En outre, le Secrétariat estime que pour améliorer les outils et le matériel de renforcement des capacités, il faut une large gamme d'avis, faisant appel non seulement au Comité pour les animaux et au Comité pour les plantes mais aussi au Comité permanent et aux Parties. À l'avenir, le Secrétariat suggère d'informer le Comité permanent, le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes dès que surgit le besoin d'examiner ou de contribuer au matériel et aux efforts de renforcement des capacités, qu'il s'agisse de besoins concernant les activités menées par le Secrétariat ou entreprises par d'autres (Parties, organisations intergouvernementales, organisations non gouvernementales, etc.). Chaque comité peut alors décider, au cas par cas, des meilleurs moyens de répondre à ces demandes spéciales qui peuvent comprendre la création de groupes de travail.

Vers des activités de renforcement des capacités plus consolidées, rationalisées et cohérentes

8. Dans la décision 17.35, paragraphe d), la Conférence des Parties demande au Comité permanent d'examiner les moyens de consolider, rationaliser et rendre plus cohérentes les activités de renforcement des capacités énoncées dans les résolutions et décisions, et de faire des recommandations à la Conférence des Parties, le cas échéant.
9. Il convient de rappeler qu'après la CoP17 (voir document AC29 Doc. 9/PC23 Doc. 10 Annexe 1), le Secrétariat a rassemblé toutes les décisions et résolutions CITES en vigueur qui font référence au renforcement des capacités. La compilation est disponible sur la page du site web de la CITES consacrée au renforcement des capacités, mais aussi dans les annexes 2 et 3 du présent document. Avant cela, le Secrétariat a analysé les activités de renforcement des capacités dans les décisions et résolutions et les a classées en quatre groupes³ :
 - référence générale aux besoins de renforcement des capacités sans type particulier d'activités mentionné ;
 - partage de l'information sur le web entre les Parties et autres acteurs ;
 - assistance technique, formation ciblée, ateliers et autre appui direct ; et
 - élaboration d'outils et de matériel de renforcement des capacités, notamment d'orientations pour l'identification des espèces.
10. En outre, le Secrétariat a suggéré au Comité permanent de regrouper les activités de renforcement des capacités par typologie⁴, pouvant comprendre : géographie (Partie ou région), portée (groupe taxonomique ou sujet), groupe ciblé (organe de gestion, autorité scientifique, autorités chargées de la lutte contre la fraude, autre) ; méthodologie (partage d'informations, assistance technique, formation/ateliers ciblés, élaboration d'outils) ; voire d'autres catégories.
11. Les besoins des Parties ont été naguère considérés comme un facteur important pour la priorisation du renforcement des capacités. Une vaste étude des besoins a été menée en 2014⁵ d'après des informations issues d'un questionnaire élaboré par le Comité permanent et envoyé dans une notification aux Parties⁶. Bien qu'aucune recommandation concluante ne soit issue des résultats de l'étude, il en est ressorti qu'un suivi régulier des besoins exprimés en matière de renforcement des capacités est nécessaire. Cette information est rassemblée à travers les demandes faites par les Parties au Secrétariat et dans les sections pertinentes des rapports sur l'application, et elle est partagée sur le site web de la CITES.

³ Voir le document SC66 Doc. 20.1 (Rev. 1).

⁴ Voir le document SC69 Doc.21.

⁵ Voir les documents SC66 Doc.20.2 (Rev. 1), SC65 Doc.20.1 et SC65 Doc.20.1 Annexe.

⁶ Notifications aux Parties n° 2014/013 et n° 2014/035, Évaluation des besoins pour renforcer la mise en application de la CITES.

Convergence vers un appui ciblé en matière de renforcement des capacités

12. Dans d'autres forums CITES, des discussions récentes ont fait apparaître que des conclusions communes semblent émerger en vue de structurer des travaux ciblés en matière de renforcement des capacités :
- a) À la CoP17, le Comité permanent a été prié d'examiner si un « programme d'aide au respect de la Convention » devait être créé sous le point de l'ordre du jour intitulé *Respect de la Convention*⁷, point qui a été précisé à la 69^e session du Comité permanent ainsi qu'à la présente session⁸. Le programme s'appuie sur l'hypothèse que certains pays connaissent un « non-respect persistant » et pourraient bénéficier d'un appui ciblé en matière de renforcement des capacités.
 - b) Les discussions les plus récentes sur l'*Étude du commerce important à l'échelle nationale*, sous le point de l'ordre du jour de la séance conjointe du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes intitulé *Étude du commerce important de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II*⁹, ont mis en évidence le fait que l'absence d'avis de commerce non préjudiciable appropriés pour plusieurs espèces serait plutôt liée à des difficultés institutionnelles et systématiques plus générales qu'à des problèmes propres aux espèces. Le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes ont recommandé d'explorer la question « *pour soutenir non seulement l'application de la Convention fondée sur la science, ... mais aussi des questions d'application plus générales* », et ont porté à l'attention du Comité permanent, à la présente session, le fait qu'un « *processus d'études à l'échelle nationale a d'importants mérites mais que de telles 'études' seraient peut-être plus efficaces si elles portaient sur l'application de la Convention dans son ensemble au lieu de se limiter à l'Article IV* »¹⁰.
13. Un appui ciblé en matière de renforcement des capacités est déjà profondément inscrit dans le système CITES visant à faire respecter la Convention. Dans la Section C sur les « Mesures à prendre pour faire respecter la Convention » dans la résolution Conf. 14.3 *Procédures CITES pour le respect de la Convention*, le renforcement des capacités figure dans trois des huit mesures que pourrait adopter le Comité permanent au cas où une question de respect de la Convention n'aurait pas été résolue, à savoir :
- a) *conseiller la Partie concernée, l'informer et lui offrir une assistance appropriée et tout autre renforcement de ses capacités ; ...*
 - d) *recommander à la Partie concernée d'entreprendre des actions spécifiques de renforcement des capacités ; et*
 - e) *assurer une assistance, une évaluation technique et une mission de vérification dans le pays à l'invitation de la Partie concernée.*
14. Selon la résolution Conf. 14.3, *Procédures CITES pour le respect de la Convention*, les recommandations de suspension du commerce doivent être spécifiquement et explicitement fondées sur la Convention et sur toute résolution applicable de la Conférence des Parties, notamment :
- la résolution Conf. 8.4 (Rev. CoP15), *Lois nationales pour l'application de la Convention* ;
 - la résolution Conf. 12.8 (Rev. CoP17), *Étude du commerce important de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II* ;
 - la résolution Conf. 11.17 (Rev. CoP17), *Rapports nationaux* ;
 - l'Article XIII et la résolution Conf. 11.3 (Rev. CoP17), *Application de la Convention et lutte contre la fraude* ; et
 - la résolution Conf 11.1 (Rev. CoP16), *Constitution des comités.*

⁷ Voir le document *CoP17 Doc. 23*

⁸ Voir *SC69 Doc.29.1 (Rev. 2)*, *Respect de la Convention et SC70 Doc. 27.2*, Possible création d'un Programme d'aide au respect de la Convention : Rapport du Secrétariat.

⁹ Voir *AC30 Doc.12.3/PC24 Doc. 13.3*

¹⁰ Voir *SC70 Doc. 29.3*, Études du commerce important à l'échelle nationale

De ce qui précède, l'on peut déduire que les Parties ont identifiés certains domaines comme étant d'importance critique pour atteindre les objectifs de la Convention. Si l'application échoue dans ces domaines, la Partie concernée a un problème important qui doit être résolu.

15. Outre ce qui précède, le processus de Plan d'action national pour l'ivoire (PANI) et le processus d'examen du commerce de spécimens animaux signalés comme reproduits en captivité sont venus s'ajouter aux processus qui pourraient susciter des mesures de respect de la Convention.
16. Concernant les points principaux de respect de la Convention énumérés aux paragraphes 14 et 15 ci-dessus, la situation de certaines Parties est compilée dans l'annexe 4. On peut y constater que plusieurs Parties ont besoin d'appui dans trois ou quatre domaines indiqués ; il pourrait y avoir là l'un des facteurs de priorisation d'un appui ciblé en matière de renforcement des capacités.
17. Le Secrétariat note que deux autres questions pourraient être considérées comme des facteurs additionnels pour cibler les efforts en matière de renforcement des capacités : 1) les Parties qui ont un volume important de transactions à des fins commerciales de spécimens d'espèces inscrites aux annexes CITES et 2) toute Partie qui reçoit cet appui et s'engage à procéder à des changements fondamentaux pour renforcer ses capacités d'application de la Convention.
18. Des exemples d'appui ciblé en matière de renforcement des capacités sont en cours en République démocratique du Congo et en République démocratique populaire lao, deux pays qui sont concernés par une procédure au titre de l'Article XIII. Le Secrétariat fournit actuellement une aide technique individuelle à ces deux Parties avec un appui financier, respectivement, de l'Union européenne et des États-Unis d'Amérique. L'appui du Secrétariat est rigoureusement adapté aux besoins exprimés par les Parties ainsi qu'aux mesures de respect de la Convention requises pour appliquer les recommandations du Comité permanent. De l'avis du Secrétariat, les deux Parties prennent des mesures importantes en vue d'assurer le respect de la Convention et procèdent même à des changements aux niveaux stratégique et systémique. Elles ont amélioré la collaboration et la communication entre leurs organes de gestion et le Secrétariat ainsi qu'avec les autorités nationales. En outre, l'appui dédié, à long terme, permet de répondre à l'engagement manifesté par les Parties et de le maintenir.
19. Le Secrétariat propose, en conséquence, que les efforts ciblés de renforcement des capacités soient reconnus comme un cadre distinct pouvant avoir des effets directs et visibles sur l'application de la Convention. Il s'agirait d'un mélange (ou de l'ensemble) des activités suivantes conçues et adaptées pour répondre aux difficultés spécifiques de la Partie ou des Parties en matière de respect de la Convention, conformément aux discussions tenues au sein du programme d'aide au respect de la Convention :
 - a) **Législation nationale pour garantir le respect, l'application et l'exécution de la Convention :** Fournir une base solide pour le suivi et les services consultatifs juridiques. Cela pourrait comprendre un appui direct aux Parties sélectionnées, identifiées dans le cadre du projet CITES sur les législations nationales, et l'élaboration d'outils pour fournir une aide législative.
 - b) **Étude du commerce important :** Soutenir les Parties qui sont concernées par l'étude du commerce important en vue de les retirer rapidement du processus pour éviter les recommandations de suspension du commerce ou de retirer ces recommandations sans délai. Les activités de renforcement des capacités comprendraient un appui technique à des pays sélectionnés pour qu'ils remplissent les recommandations de l'étude du commerce important, particulièrement la réalisation d'avis de commerce non préjudiciable et l'élaboration de plans de gestion pour certains taxons. La refonte et l'amélioration de la base de données sur l'étude du commerce important et la fourniture d'autres outils d'appui sont en cours, conformément à la résolution Conf. 12.8 (Rev. CoP17), paragraphe 5.
 - c) **Amélioration des rapports annuels :** Il s'agit principalement de fournir un appui aux Parties qui n'ont pas rendu tous leurs rapports annuels et qui ont, de manière répétée, fait l'objet (ou risquent de faire l'objet) d'une recommandation de suspension du commerce, en examinant la source des difficultés en matière de rapport et la mise en œuvre de solutions institutionnelles et techniques pour y remédier.
 - d) **Procédure relevant de l'Article XIII :** Les Parties qui sont soumises à la procédure relevant de l'Article XIII ont besoin d'un appui hautement individualisé. Cela suppose une communication et une coopération étroites avec différents acteurs de la Partie en question pour élaborer un paquet complet, sur mesure et à long terme en matière de renforcement des capacités.

- e) **Autres outils principaux de respect de la Convention** : Traiter des questions préoccupantes spécifiques nécessitant une application effective, y compris l'application des PANI et le suivi des travaux relatifs aux spécimens élevés en captivité et en ranch.

20. La Convention est un instrument en évolution constante et le renforcement des capacités devient important dès qu'un nouvel ensemble de considérations ou d'obligations émerge que les Parties doivent appliquer. Cela peut notamment comprendre :

- des processus CITES nouveaux ou révisés (par exemple, le Plan d'action national pour l'ivoire, le processus d'étude du commerce important, l'étude du commerce de spécimens animaux déclarés comme élevés en captivité) ;
- l'inscription de nouveaux taxons (par exemple, des espèces d'arbres, les requins et les raies, le bois de rose) ; et
- de nouveaux concepts ou questions s'appliquant à la CITES (par exemple, la gestion des permis électroniques, la criminalistique moderne).

Tous ces cas ne sont pas immédiatement liés à tel ou tel processus de respect de la Convention mais ils peuvent aussi fournir un cadre pour des besoins ciblés en matière de renforcement des capacités.

Maintenir une base solide : l'appui général au renforcement des capacités

21. L'appui général au renforcement des capacités est une intervention importante pour la Convention. Il joue un rôle important en fournissant des outils et des services aux Parties à la CITES – quelle que soit leur situation en matière de respect de la Convention – et à un public plus vaste car beaucoup de Parties peuvent avoir besoin de programmes pour former de nouvelles autorités CITES ou mettre à niveau le personnel actuel afin de maintenir ses connaissances et compétences. Le renforcement général des capacités peut aussi avoir un rôle préventif, en aidant à empêcher que les Parties ne soient soumises à des processus de respect de la Convention.

22. On peut catégoriser l'appui général au renforcement des capacités de différentes manières. Pour les besoins de la discussion, il a été réparti en 'général', 'spécifique à une espèce et à un domaine', et 'lutte contre la fraude' (annexe 5). Toutefois, cette répartition pourrait être modifiée, éventuellement selon les principaux groupes ciblés (organe de gestion, autorité scientifique, autorité chargée de la lutte contre la fraude) ou d'autres catégories, pour mieux servir les perspectives des Parties sur les meilleurs moyens de rationaliser l'appui général au renforcement des capacités.

23. En passant en revue les initiatives de ces dernières années en matière d'appui général au renforcement des capacités, le Secrétariat a déterminé que les quatre domaines suivants pourraient bénéficier d'une attention ciblée dans la future période intersessions :

- a) **Équilibrer les activités de formation entre les interventions virtuelles et les cours en personne** : Comme indiqué à la 69^e session du Comité permanent¹¹, grâce aux progrès des techniques d'information et de communication, le Secrétariat peut utiliser des moyens virtuels pour le renforcement des capacités et la formation dispensée aux Parties. Cette mesure semble plus efficace pour des interventions rapides, sur des thèmes spécifiques inscrits dans une initiative plus générale, lorsque la présence virtuelle est jugée rentable.

Toutefois, cela ne diminue en rien l'importance de la formation en personne, en particulier lorsqu'elle prend la forme d'un cours à moyen ou long terme sanctionné par un diplôme. Même si elle est onéreuse, cette formation retrouve son attrait car les Parties la considèrent efficace. On peut citer par exemple les ateliers régionaux pré-CoP, organisés en 2016 par le Secrétariat en préparation de la CoP17, qui ont permis de sensibiliser les Parties aux questions prioritaires inscrites à l'ordre du jour et d'améliorer leur compréhension de ces questions.

Les Parties ont aussi reconnu l'intérêt du *Cours de Master en gestion et conservation des espèces faisant l'objet de commerce* organisé par l'Université internationale d'Andalousie (UNIA Baeza Master's course) pour aider les fonctionnaires de leurs autorités nationales à établir une base de connaissances solide de la Convention et à mettre sur pied un réseau renforçant les relations de travail entre les Parties. Il existe un cours semblable, dans le cadre du *MSc in Conservation and International Wildlife Trade*, offert par l'Université du Kent Durrell Institute of Conservation and Ecology, ainsi que des

¹¹ Voir le document [SC69 Doc. 21](#)

séminaires de plus courte durée proposés par l'organe de gestion CITES de la Chine en coopération avec le Centre national chinois de recherche sur le bambou.

- b) Ressources en ligne améliorées :** Actuellement, de nombreux acteurs de la communauté CITES en général offrent différents matériels et services de renforcement des capacités pour aider les Parties à appliquer la Convention. Pour certains pays en développement, une des difficultés consiste à savoir où les trouver et comment identifier les ressources qui correspondent le mieux à leurs besoins. Le Secrétariat a créé le Collège virtuel CITES¹² en 2011, en coopération avec l'organe de gestion et les autorités scientifiques CITES de l'Espagne et l'Université internationale d'Andalousie (UNIA) pour servir de source de matériel de formation, d'éducation et de référence.

Toutefois, dans les sept années d'existence du Collège virtuel CITES, on a pu constater de rapides progrès des aspects technologiques de l'e-apprentissage et de la gestion des connaissances ainsi que l'évolution des dispositions et des mécanismes de la Convention. Il faut, de toute urgence, mettre à jour le Collège virtuel CITES afin de le revitaliser en tant que ressource utile d'appui général en matière de renforcement des capacités. La revitalisation nécessite des ressources financières externes et devrait se concentrer principalement sur :

- i) l'amélioration du recueil et du tri du matériel de référence, y compris le matériel d'identification, la mise sur pied d'une base de données pour faciliter la recherche (par exemple, par domaines spécifiques tels que la zone géographique, la portée taxonomique, le sujet et la langue) ;
 - ii) la mise à jour du contenu et la conception du matériel de formation qui sont disponibles en format PowerPoint ; et
 - iii) la mise à jour du contenu, de la conception et de la plateforme des cours en ligne qui utilisent actuellement une plateforme d'apprentissage open-source qui est obsolète et n'est plus soutenue.
- c) Traduction du matériel :** La barrière des langues est une des principales difficultés auxquelles sont confrontées les Parties qui utilisent le matériel général de renforcement des capacités. Bien des ressources disponibles sont rédigées uniquement en anglais ou, au mieux, dans les trois langues de la Convention (français, anglais et espagnol). Toutefois, ce matériel contient souvent des informations qui peuvent être hautement techniques ou juridiques par nature et il est donc important de les comprendre pour assurer le respect de la Convention. Cette situation peut entraver considérablement l'utilisation de ce matériel dans les pays en développement, limitant l'accès aux seules personnes qui pratiquent suffisamment couramment une des langues de travail de la Convention.

Un exemple est le Collège virtuel CITES, où certaines ressources ont été traduites en portugais et en chinois grâce à un appui en nature fourni par les Parties. Des exemples plus récents sont : la traduction dans sept langues d'Asie du Sud-Est du guide sur l'inspection des établissements d'élevage en captivité et du guide sur les codes de source CITES pour les spécimens élevés en captivité et en ranch ; et la traduction de matériel d'information (texte de la Convention, résolutions CITES en vigueur et matériel de présentation) en russe, pour un atelier de formation en Asie centrale sur l'application de la CITES¹³ organisé par le Secrétariat en collaboration avec des partenaires. Comme le Secrétariat ne dispose que d'un modeste budget central pour la traduction des documents des réunions officielles dans les langues de travail de la Convention, toutes ces traductions dépendent entièrement d'un financement externe ou d'un appui en nature.

- d) Appui à de nouvelles Parties :** La nature préventive des activités d'appui général au renforcement des capacités mentionnées au paragraphe 20 est particulièrement importante pour les Parties ayant récemment adhéré. Ces dernières doivent rapidement gagner une bonne compréhension du fonctionnement de la Convention et établir des systèmes et processus institutionnels, juridiques et administratifs afin de ne pas se trouver immédiatement face aux problèmes de respect de la Convention.

Au moment de la rédaction du présent rapport (début août 2018), sept pays en développement ont adhéré à la Convention depuis six ans : Angola (2013), Bahreïn (2012), Iraq (2014), Liban (2013), Maldives (2013), Tadjikistan (2016) et Tonga (2016). Durant la dernière période intersessions (2013-2016), le Secrétariat a fourni un appui aux Maldives, à l'Angola et à Bahreïn avec des

¹² <https://cites.unia.es/>

¹³ <https://cites.org/eng/news/item/CITES-led-training-workshop-for-Central-Asia-leads-to-concrete-outcomes-01062018>

contributions financières du Japon et du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ainsi que dans le cadre du projet sur les législations nationales. Des discussions sont en cours pour fournir éventuellement un appui au Tadjikistan et à Tonga dans le cadre du projet CITES sur les législations nationales.

24. Il peut être plus complexe de définir les domaines prioritaires pour l'appui général au renforcement des capacités que pour l'appui ciblé au renforcement des capacités car il n'y a pas de structure à suivre. Il existe, certes, quelques mandats essentiels, dans le cadre de la résolution Conf. 3.4, *Coopération technique*, de la résolution Conf. 10.3, *Désignation et rôle des autorités scientifiques* et de la résolution Conf. 11.3 (Rev. CoP17), *Application de la Convention et lutte contre la fraude*, ainsi que dans la Vision de la stratégie CITES 2008-2020 mais généralement, ces dispositions peuvent être interprétées avec souplesse pour justifier presque tous les types d'appui non ciblé au renforcement des capacités. Cela peut aussi signifier que l'impact sur l'application globale améliorée de la Convention peut ne pas être évident. Il convient, en conséquence, peut-être, que le Comité permanent étudie de manière plus approfondie et développe un cadre pour l'appui général au renforcement des capacités afin que les efforts soient rationalisés et priorisés de telle manière qu'ils soient à la fois pertinents et rentables.
25. L'annexe 5 du présent document résume les deux cadres d'appui, général et ciblé, au renforcement des capacités, décrits dans les paragraphes 12 à 24 ci-dessus. Ils ont été conçus en fonction des résolutions (et décisions) pertinentes, des bénéficiaires ciblés, et comprennent quelques exemples des activités actuelles/passées qui illustrent les catégories.
26. Le Comité permanent est invité à examiner si ces deux cadres peuvent servir de base pour examen et discussion plus approfondis sur les moyens de rendre les efforts de renforcement des capacités plus efficaces en vue d'atteindre les objectifs de la Convention et de servir les Parties.

Recommandation

27. Le Secrétariat invite le Comité permanent à :
 - a) prendre note du présent document ;
 - b) examiner les observations du Secrétariat, dans les paragraphes 8 à 24 du présent document, et proposer à la Conférence des Parties à sa 18^e session (CoP18) de structurer les discussions futures sur le renforcement des capacités sur la base du cadre proposé dans l'annexe 5 ; et
 - c) proposer le projet de décisions figurant dans l'annexe 1 pour examen par la CoP18.

PROJETS DE DÉCISIONS DE LA CONFÉRENCE DES PARTIES

Renforcement des capacités

À l'adresse des Parties

18.AA Les Parties sont invitées à :

- a) communiquer des informations au Secrétariat sur le matériel et les efforts de renforcement des capacités qui pourraient être échangés entre les Parties ;
- b) utiliser le Collège virtuel CITES pour soutenir les activités de renforcement des capacités et fournir au Secrétariat les contributions et l'appui financier nécessaires pour mettre à jour et améliorer ses services, y compris la traduction du contenu dans les langues nationales ;
- c) utiliser les rapports sur l'application de la CITES et exprimer directement leur intérêt pour faire connaître au Secrétariat leurs besoins en matière de renforcement des capacités ; et
- d) soutenir les efforts de renforcement des capacités d'autres Parties en proposant des bourses pour la formation en personne ou des possibilités de formation et en traduisant le matériel dans des langues autres que les langues de travail de la Convention.

À l'adresse du Comité pour les animaux et du Comité pour les plantes

18.BB Le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes, conformément à leurs mandats, et sur demande du Secrétariat ou des Parties, examinent le matériel de renforcement des capacités sélectionné et fournissent un avis scientifique pour promouvoir l'exactitude et la disponibilité de ce matériel.

À l'adresse du Comité permanent

18.CC Le Comité permanent contribue à l'élaboration et à la consolidation des domaines de renforcement des capacités du cadre d'appui ciblé et général au renforcement des capacités [figurant dans l'annexe 5 du présent document ; qui sera également inclus comme document de travail de la CoP18], en tenant compte d'autres discussions relatives aux activités et stratégies de renforcement des capacités, en particulier les discussions sur le programme d'aide au respect de la Convention et l'étude du commerce important au niveau national.

18.DD Le Comité permanent, sur demande du Secrétariat ou des Parties, examine le matériel de renforcement des capacités sélectionné et apporte des contributions d'ordre juridique et politique pour promouvoir l'exactitude et la disponibilité de ce matériel.

À l'adresse du Secrétariat

18.EE Le Secrétariat, sous réserve de fonds externes disponibles :

- a) rassemble des informations sur le matériel et les efforts de renforcement des capacités des Parties, entre autres, et les met à la disposition de toutes les Parties sur le site web de la CITES ;
- b) entreprend la révision et l'amélioration du site web de la CITES et du Collège virtuel CITES pour améliorer leur efficacité du point de vue de la fourniture de ressources, aux Parties, pour le renforcement des capacités ;
- c) entreprend la révision et l'élaboration de cours en ligne sélectionnés sur le Collège virtuel CITES pour mettre à jour leur contenu, leur conception et leur exécution ;

- d) fournit un appui ciblé et général en matière de renforcement des capacités, conforme au cadre proposé dans l'annexe [figurant dans l'annexe 5 du présent document ; sera également inclus comme document de travail de la CoP18] aux organes de gestion et autorités scientifiques CITES, agents des douanes et chargés de l'application des lois, organismes gouvernementaux pertinents et autres acteurs ;
 - e) informe le Comité permanent, le Comité pour les animaux et le Comité pour les plantes du moment où il est nécessaire qu'ils révisent le matériel de renforcement des capacités ou qu'ils y apportent leur contribution ; et
 - f) continue de coopérer avec des institutions et organisations pour assurer aux Parties une aide conjointe en matière de renforcement des capacités intéressant la CITES, notamment : l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), la Plateforme intergouvernementale, scientifique et politique, sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES), le Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC) (y compris chacun de ses partenaires), le Centre du commerce international (CCI), l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT), l'Université internationale d'Andalousie, la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), le Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), l'Organisation mondiale de la santé animale (OIE) ; et l'Organisation mondiale du commerce (OMC).
- 18.FF En menant ces activités de renforcement des capacités, le Secrétariat porte une attention particulière aux besoins des Parties identifiées dans le cadre des procédures de respect de la Convention, aux Parties ayant récemment adhéré, aux pays en développement et aux Petits États insulaires en développement.

Decisions containing references to capacity-building

Dec	Title	Text	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
17.40	Livelihoods	Subject to the availability of external financial resources, the Secretariat shall: c) cooperate with relevant UN agencies and programmes, international and regional organizations to establish ad hoc livelihoods funding and promote capacity-building activities that support Parties to implement the Convention as an important part of enabling livelihoods; ...	CITES and Livelihoods workshop was held in South Africa in November 2016. China has offered financial support to organize a capacity-building workshop on CITES and livelihoods in 2018. Further funding is needed particularly for national capacity-building activities.	Capacity-building workshop on CITES and livelihoods is planned (Guangzhou, November 2018).
17.55	Cooperation with other biodiversity-related conventions	Parties are encouraged to strengthen synergies among biodiversity multilateral environmental agreements at the national level by, among others, improving coordination and cooperation between national focal points and strengthening capacity-building activities .	NA (instruction not directed to the Secretariat)	CITES Secretariat is participating in the meetings of Capacity Development Coordinators of Biodiversity-related Convention Secretariats and Relevant International Organizations, which is lead by the CBD Secretariat.
17.64	National laws for implementation of the Convention	The Secretariat shall: d) subject to external funding, provide legal advice and assistance to Parties on the development of appropriate measures for effective implementation of the Convention , including legislative guidance for and training of CITES authorities, legislative drafters, policymakers, the judiciary, parliamentarians and other relevant government officials responsible for the formulation and adoption of CITES-related legislation; e) subject to external funding, cooperate, in the provision of legislative assistance , with the legal programmes of United Nations bodies and intergovernmental organizations, such as the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO),	The Secretariat, in cooperation with UNEP, organized a National Legislation Project workshop with focus on Parties in West Africa (February 2017) and provided technical support. The Secretariat cooperated with various partners within the UN Task Force on Illicit Trade in Wildlife and Forest products to provide support to the Africa-Asia Symposium on Strengthening Legal Frameworks for Combating Wildlife Crime (July 2017).	The Secretariat, in cooperation with UNEP, organized a National Legislation Project workshop for Central Asia (Bishkek, May 2018) and provided technical support. The symposium on Strengthening Legal Frameworks for Combating Wildlife Crime is planned in Abidjan for late 2018. CITES Secretariat is working with FAO to provide assistance to selected countries to incorporate CITES provisions into national fisheries law.

Dec	Title	Text	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
		<p>the United Nations Development Programme(UNDP), the United Nations Office on Drugs and Crime(UNODC) the United Nations Environment Programme (UNEP), the World Bank and regional development banks, as well as regional organizations, such as the African, Caribbean and Pacific Group of States (ACP), the Amazon Cooperation Treaty Organization (ACTO), the Association of South East Asian Nations (ASEAN), League of Arab States (LAS), the Organization of American States (OAS) and the South Pacific Regional Environment Programme (SPREP); ...</p>		
17.82	National ivory action plans process	<p>The Secretariat shall approach Parties, governmental, intergovernmental and non-governmental organizations and other sources to provide financial and/or technical assistance for the development and effective implementation of the NIAPs process.</p>	<p>The Secretariat held a technical mission to Mozambique in July 2017. For further details, see SC69 document on <i>Rhinoceroses</i>.</p> <p>The Secretariat also actively reached out to ICCWC partner agencies to support NIAP implementation as part of their ongoing activities.</p>	<p>The Secretariat received support from the US to provide capacity assistance to selected Southeast Asian countries for NIAP implementation.</p> <p>Technical missions were undertaken to Viet Nam, Malaysia (March 2018) and the Lao People's Democratic Republic (May 2018) for the initial assessment of the capacity needs. Discussions are underway to develop a NIAP implementation support package for each Party.</p>
17.83	Enforcement matters	<p>The Secretariat shall, subject to external funding:</p> <p>b) work with the World Bank and other ICCWC partner organizations to mobilize the “Wildlife crime and anti-money laundering” training programme developed under the auspices of ICCWC, to enhance capacity amongst law-enforcement agencies, prosecutors and judges, to detect and investigate illegal transactions and suspicious activities associated with wildlife crime, and to effectively prosecute and adjudicate money-laundering cases associated with wildlife crime;</p>	<p>The Secretariat worked with the World Bank on the delivery of a pilot training on financial investigations in Kenya in June 2017. Based on experiences from this pilot training, the programme is being further tailored and improved, with plans for further national training sessions to be conducted in the future. See SC69 document on <i>ICCWC</i> for further details.</p>	<p>Following the success of the pilot training in Kenya, the Secretariat worked with the World Bank on the delivery of a training workshop on financial investigations in the United Republic of Tanzania (November 2017). Plans are underway for additional training under the ICCWC Strategic Programme.</p>

Dec	Title	Text	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
17.93	Combating wildlife cybercrime	The Secretariat shall: b) in its enforcement-support role, provide assistance and expertise regarding wildlife cybercrime enforcement operations and investigations;	The Secretariat cooperated with INTERPOL in providing a practical cyber wildlife crime investigations course in June 2017, where police and wildlife officers from Asian countries received training to be better equipped with the necessary skills to combat illegal wildlife trade via online platforms and assist investigators in the use of online intelligence sources.	The Secretariat is working with INTERPOL to provide assistance and expertise on a number of capacity-building efforts. (See document SC70 Doc. 30.3.2, paragraphs 7, 8)
17.102	Captive-bred and ranched specimens	The Secretariat shall, subject to external funding, engage in a capacity-building project using materials prepared under Decisions 16.63 a) vii) and 15.52 a). ...	In the margins of the consultation workshop on the regulation of trade in CITES specimens of captive bred and ranched source (United Kingdom, March 2017), bilateral meetings were held with a number of countries to gather information and views on capacity-building needs. Further outreach in key countries is expected in key countries over the next year. Funds were secured to publish the two publications: <i>A guide to the application of CITES source codes</i> and <i>Guidance for inspection of captive breeding and ranching facilities</i> on the CITES website and translate them into a number of South-East Asian languages.	The Secretariat held a training workshop on the application of new CITES guidance on trade in captive-bred and ranched specimens with a focus on Asian snakes (Bogor, May 2018). Guidance on the use of source codes and inspection of captive breeding facilities, which had been translated into a number of Southeast Asian languages were reviewed. See CITES website for information
17.113	Bushmeat	Subject to the availability of external resources, the Secretariat shall in collaboration with the Collaborative Partnership on Sustainable Wildlife Management (CPW), the International Consortium on Combating Wildlife Crime (ICWC), and other organizations as appropriate, develop guidance materials, activities and tools aimed at enhancing Parties' capacity to regulate bushmeat trade , and shall report on these efforts at the 18th meeting of the Conference of the Parties.	As part of the CPW partnership (of which CITES is a member), the Center for International Forestry Research (CIFOR) and the Convention on Biological Diversity (CBD) are working on producing a technical guidance on wildlife governance towards a sustainable bushmeat sector. This guidance is expected to be launched at the CBD's Subsidiary Body on Scientific, Technical and Technological Advice (SBSTTA) meeting in December 2017.	The <i>guidance for a sustainable wild meat sector</i> was presented to CBD SBSTTA-21 (December 2017). "Wild meat" will be one of four focus topics at the 2nd Wildlife Forum, which will be organized by CPW and held in the margins of CBD COP-14 (Egypt, November 2018).
17.153	Traceability	Parties are invited to: e) collaborate in the provision of capacity-building programmes that promote South -	NA (instruction not directed to the Secretariat)	NA

Dec	Title	Text	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
		South and North -South cooperation in the development of traceability systems.		
17.159	Electronic systems and information technologies	The Secretariat shall, subject to the availability of external funding: c) provide capacity-building and advisory services to support Parties interested in implementing electronic solutions for the management of CITES permits and certificates.	The Secretariat attend the UNNeXT workshop on implementation of electronic certificates (October - November 2016) to raise awareness among Parties in the Asia and the Pacific about the importance of and requirements for eCITES. The Secretariat has provided capacity-building and advisory services to interested Parties, mostly through virtual means, including: the Bahamas (and other Parties in the Caribbean region), Botswana, the Republic of Korea, South Africa, Sri Lanka, Thailand and the United Arab Emirates.	The Secretariat cooperated with the Swiss MA and UNCTAD to organize a workshop on customs control of trade in CITES-listed species: trends, technologies and opportunities for improved trade and regulatory control (Gibrartar, May 2018). See the eCITES page on the CITES Website for details. Bilateral support to interested Parties is currently being discussed.
17.164	Identification (tiger skins)	The Secretariat shall: a) issue a Notification to the Parties, to request the tiger range States to inform the Secretariat whether they have photographic identification databases for tigers, and the capacity to identify tigers from photographs of tiger skins , and if so, the contacts of the relevant National focal points or agencies; and b) inform the Parties which tiger range states have photographic identification databases for tigers, and the capacity to identify tigers from photographs of tiger skins , and the contacts of the relevant National focal points or agencies; ...	Notifications No. 2017/038 and No. 2017/058 were issued to seek relevant information. A dedicated page on identification materials will be developed on the CITES website, where the gathered information will be featured.	N/A (activity completed at SC69)
16.58 (Rev. CoP17)	Physical inspection of timber shipments	By the 69th meeting of the Standing Committee, the Secretariat shall: c) incorporate this information into its capacity-building activities related to timber trade.	No information provided by Parties yet.	No information provided by Parties.
16.48 (Rev. CoP17)	Introduction from the sea	The Secretariat shall report at the 69th or 70th meetings of the Standing Committee on the implementation of the Convention by the Parties concerned in relation to the provision on	See SC69 document on <i>Introduction from the sea</i> .	The Secretariat's report to the present meeting (SC70 Doc. 34) summarizes the information available on the capacity of Parties in implementing the provisions of

Dec	Title	Text	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
		chartering arrangements provided for in Resolution Conf. 14.6 (Rev. CoP16) on Introduction from the sea. ... It should especially assess the capacity of chartering States and the States in which the vessels are registered to control compliance with the provisions of the CITES Convention.		Resolution Conf. 14.6 (Rev. CoP16) in general and specifically on chartering
17.204	Malagasy ebonies (<i>Diospyros</i> spp.) and palisanders and rosewoods (<i>Dalbergia</i> spp.)	Madagascar shall: ... c) subject to the availability of funds, organize workshops in support of the implementation of paragraphs a) and b) of this Decision, and to strengthen the national capacity to formulate non-detriment findings , and identify and agree on monitoring mechanisms that include appropriate technology (e.g. timber tracking); ...	To date, no funding has been identified for the implementation of these Decisions. The Secretariat has issued Notification No. 2017/056 requesting Parties and relevant partners for relevant information.	The Secretariat provided technical support to a workshop to discuss implementation of Madagascar's use plan ("Business Plan") for securing and disposing of stockpiles of rosewood and other precious woods (Antananarivo, June 2018) PC24 endorsed a set of capacity-building priorities through which Parties and other stakeholders can support Madagascar in its efforts; as well as a proposal to update the mandates of these set of decisions for consideration of the Conference of the Parties. The updated business plan by Madagascar is available in Annex 3 of document SC70 Doc. 27.5.1.
17.208		The Secretariat shall: ... b) subject to available funding, assist with relevant capacity-building activities in Madagascar and transit and destination countries concerned by the trade in specimens of <i>Diospyros</i> spp. and <i>Dalbergia</i> spp. from Madagascar, including through international capacity-building workshops ; and ...		
17.209	Sharks and rays (Elasmobranchii spp.)	Parties are encouraged to: ... b) share experiences and examples of making non-detriment findings for trade in CITES-listed sharks and rays including, where appropriate, how artisanal fishing is taken into consideration, and communicate them to the Secretariat for publication on the CITES Sharks and Rays Portal (https://cites.org/prog/shark) in order to improve capacity and knowledge of national and regional harvest levels and management measures ; ...	Notification No. 2017/031 was issued to gather information from Parties. The sharks and rays page of the CITES website is currently being revised.	Notification to the Parties No. 2018/041 was issued to gather information from Parties. Among the submissions, there were seven new non-detriment findings (NDF), which have been uploaded to the shark page of the CITES website.
17.212		Recognizing the continued requests from Parties for assistance in implementing Appendix-II shark and ray listings, and the need for further	The European Union (EU) has offered financial support for capacity-building of	The Secretariat is working with South East Asian Fisheries Development Center (SEAFDEC) and FAO on

Dec	Title	Text	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
		<p>capacity-building activities in this regard, the Secretariat shall seek additional funding to address the capacity needs raised at regional implementation meetings (Casablanca, Dakar and Xiamen) * and identified in the course of the 2013-2016 EU -CITES project. * See Annex 1 of document AC28 Com. 9.</p>	<p>Parties to better implement the CITES-listings of sharks and rays.</p> <p>The CITES Secretariat continues to collaborate with FAO in the development of guidance and tools, including for making NDFs.</p> <p>The Secretariat has seen a large increase in the number and specificity of requests for financial/technical support on sharks and ray listings since CoP17.</p> <p>Unfortunately, the Secretariat has not succeeded in raising sufficient funds to date, which may require a scaling-down of implementation of these Decisions.</p>	<p>capacity-building activities addressing some of the capacity needs referred to in Decision 17.212 and 17.213.</p>
17.213		<p>The CITES and the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO) Secretariats are invited to continue and expand their collaboration concerning the conservation of and trade in sharks and rays, in particular by: ...</p> <p>e) continuing to support the development and application of guidance and capacity-building tools for making NDFs, in particular for situations where data availability is low, the fishery is mostly artisanal, sharks are caught as bycatch, or where catches concern sharks that are part of shared stocks, and, upon request, supporting Parties with targeted advice to ensure compliance with Article IV for trade in CITES Appendix -II listed sharks and rays.</p>		
17.225	Asian big cats (Felidae spp.)	<p>Parties, intergovernmental organizations and non-governmental organizations are encouraged to provide financial and technical support to Parties requesting additional capacity and resources to implement Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP17) on Conservation of and trade in tigers and other Appendix-I Asian big cat species effectively. Parties are also encouraged to implement the relevant recommendations from relevant international forums and tools, including but not limited to the Zero Poaching Symposium outcomes and Zero Poaching toolkit and the relevant Global Tiger Initiative/Global Tiger Forum processes addressing resources that are needed to combat poaching, trafficking and illegal trade.</p>	<p>NA (instruction not directed to the Secretariat)</p>	<p>The Secretariat commissioned a study on the implementation of Decision 17.228: review of implementation of Resolution Conf. 12.5 (Rev. CoP17) on <i>Conservation of and trade in tigers and other Appendix-I Asian big cats</i>, in which an in-depth assessment of the capacity-building is contained.</p> <p>The Secretariat also worked closely with INTERPOL to provide support to enhance law enforcement responses to trafficking Asian Big cats.</p>
16.153 (Rev. CoP17)	East African sandalwood (<i>Osyris lanceolata</i>)	<p>The Plants Committee and Eastern African range States of <i>Osyris</i> species shall: ...</p>	<p>The Plants Committee discussed this matter at its 23rd meeting (Geneva, July 2017), and a working group has been</p>	<p>The Secretariat s planning to organize a consultative meeting of range States MA and SA to share and exchange data,</p>

Dec	Title	Text	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
		c) identify mechanisms to help build capacity to carry out non-detriment findings for currently-listed populations; ...	established to consider, among other things, this Decision's paragraph.	information, intelligence and law enforcement measures in combating illegal trade in the species. The meeting will be incorporated with the regional meeting of the EU CITES Trees project and is planned for early 2019.
17.241	African lion (<i>Panthera leo</i>)	Subject to external funding, the Secretariat shall, in collaboration with African lion range States, the Convention on the Conservation of Migratory Species of Wild Animals (CMS) and the International Union for Conservation of Nature (IUCN): g) support capacity-building in lion conservation and management, including where appropriate the making of non-detriment findings where a range State requests it;	The EU has offered financial support to start implementing the Decision. The CITES Secretariat has collaborated closely with the CMS Secretariat and IUCN to develop a comprehensive programme of work for the implementation of Decision 17.241, and to collectively seek ways to secure funding for the planned activities.	The Secretariat took part in the International expert workshop on non-detriment findings for hunting trophies of certain African species included in Appendix I and II (Seville, April 2018). One of the workshop's outputs is guidance for the making of non-detriment findings for trade in hunting trophies of African lion. The Secretariat is planning the first range state meeting of the joint CMS-CITE African Carnivore Initiative (Bonn, November 2018).
17.285	Queen conch (<i>Stombus gigas</i>)	The range States of <i>Stombus gigas</i> shall: e) collaborate in developing and implementing joint research programmes at subregional or regional level to support the making of non-detriment findings, and promote relevant research and capacity-building activities through regional fisheries management bodies;	NA (instruction not directed to the Secretariat)	NA
17.289		The Secretariat shall, pending the availability of external funding, a) continue to collaborate with the Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO), the Working Group on Queen Conch composed of ... to provide assistance to range States of <i>S. gigas</i> in order to enhance the capacity of their CITES Management and Scientific Authorities, fisheries authorities and other stakeholders to implement the Regional Queen Conch Fisheries	The Secretariat is in communication with FAO to pursue this Decision. No funding has however been raised to date for the implementation.	The Secretariat has worked with FAO on a funding proposal to support the other activities in Decision 17.289 (no confirmation of funding is available to date).

Dec	Title	Text	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
		Management and Conservation Plan and apply the NDF guidance;		
17.302	African tree species	The Plants Committee shall form a working group on African tree species with the following terms of reference, as well as any other terms it deems appropriate: ... c) The working group will seek to identify gaps and weaknesses in the capacity of range States of African tree species to effectively implement CITES for these species; ...	NA (instruction not directed to the Secretariat)	NA (instruction not directed to the Secretariat)

Resolutions containing references to capacity-building

Res.	Title	Reference to capacity-building activities	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
Conf. 3.4	Technical cooperation	<ol style="list-style-type: none"> 1. CALLS on all Parties to ensure the inclusion of technical assistance, in matters relating to this Convention, in the bilateral and multilateral programmes of development aid in which they participate; 2. URGES Parties to make special funding and qualified staff available, possibly by way of 'associate expert' assignments to the Secretariat and to developing countries, to carry out such technical assistance projects for the benefits of the other Parties; and 3. REQUESTS the Secretariat to continue to seek external funding for this purpose, in consultation with the Standing Committee, and to execute the projects so funded. 	<p>Technical assistance by way of expert personnel (secondments, associate experts) has been provided to the Secretariat by Germany and Turkey.</p> <p>Other external funding has been provided for allowing technical assistance. See SC69 document on <i>External funding: Report of the Secretariat</i>.</p>	<p>Technical assistance by way of expert personnel (associate experts) has been provided to the Secretariat by Germany</p> <p>Other external funding has been provided for allowing technical assistance. See document SC70 Doc. 8.</p>
Conf. 10.3	Designation and role of the Scientific Authorities	<ol style="list-style-type: none"> 3. ENCOURAGES the Parties, the Secretariat and interested non-governmental organizations to develop and support workshops/seminars designed specifically to improve the implementation of CITES by Scientific Authorities; ... 	<p>The Secretariat undertook a number of general capacity-building and awareness raising activities (See Table 1 in this document).</p> <p>Also see document AC29 Doc. 10 / PC23 Doc. 11.1 on <i>Non-detriment findings</i>.</p>	<p>The Secretariat undertook a number of general capacity-building and awareness raising activities (See Table 1 in this document).</p>
Conf. 10.10 (Rev. CoP17)	Trade in elephant specimens	<ol style="list-style-type: none"> 26. AGREES that: <ol style="list-style-type: none"> a) iv) building capacity in elephant range States and, as applicable, countries involved in trade in elephant specimens, to implement and make use of MIKE and ETIS in managing elephants and enhancing enforcement; ... 27. URGES all Parties to assist elephant range States to improve their capacity to 	<p>The MIKE programme continues to receive funds through the MIKES project (funded by the EU) for capacity-building in elephant range states.</p> <p>The EU has also provided EUR 1 million towards the African Elephant Fund.</p>	<p>The MIKE programme continues to receive funds through the MIKES project (funded by the EU) for capacity-building in elephant range States.</p>

Res.	Title	Reference to capacity-building activities	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
		manage and conserve their elephant populations , including through community-based actions, improved law enforcement, surveys, habitat protection and monitoring of wild populations, and taking account of the African Elephant Action Plan and relevant measures agreed by Asian elephant range States; ...		
Conf. 10.19 (Rev. CoP14)	Traditional medicines	1. RECOMMENDS that the Parties: a) work closely with groups of traditional-medicine practitioners and consumers in developing public education and awareness programmes towards the elimination of illegal use of endangered species, and developing awareness of the need to avoid over-exploitation of other wild species;	NA (instruction not directed to the Secretariat) The Secretariat has been made aware that a number of Parties are undertaking initiatives in developing public education and awareness materials.	At PC24, the Secretariat presented an information document on CITES implementation for medicinal plants species, which provides an overview on the relevance of medicinal plant species in CITES trade, as well as potential strategy and action lines to strengthen CITES regulation and implementation on medicinal plants.
Conf. 11.1 (Rev. CoP17)	Establishment of committees	1. ... the Animals and Plants Committees shall: ... d) cooperate with the Secretariat on the implementation of its programme of work to assist Scientific Authorities and provide scientific advice on training materials used in capacity-building ; ...	The AC/PC intersessional working group on capacity-building and identification materials was established at the joint session of AC29/PC23 (July 2017), whose mandate includes the provision of scientific advice on training materials used in capacity-building.	NA
Conf. 11.3 (Rev. CoP17)	Compliance and enforcement	12. RECOMMENDS further that Parties and ICPO-INTERPOL: ... c) use the data acquired during monitoring activities to establish strategies regarding enforcement, capacity-building and public awareness; ... 13. RECOMMENDS further that the Parties: n) use the CITES Virtual College, which provides access to courses and training materials to build enforcement capacity ; o) explore innovative means of increasing and improving national enforcement capacity ; ...	The Secretariat plans to revise and update some of the online courses and training materials on the CITES Virtual College. The extent to which the revision can be made is subject to the availability of external funds. Two regional activities were held on legislation capacity-building: a National Legislation Project workshop and technical support with focus on West African Parties (jointly with UNEP, February 2017), and an Africa-Asia Symposium on Strengthening Legal Frameworks for Combating Wildlife Crime (UN Inter-Agency Task Force, July 2017).	Same as SC69 report

Res.	Title	Reference to capacity-building activities	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
		<p>q) carry out focused national and regional capacity-building activities with particular focus on fostering inter-agency cooperation and improving knowledge of legislation; species identification; risk analysis and investigation of criminal actions; ...</p> <p>15. URGES the Parties and the donor community to provide financial support to ICCWC, to ensure that the Consortium can achieve its goals of bringing coordinated support to national wildlife law enforcement agencies and to subregional and regional networks, and of delivering capacity-building activities;</p>	A number of Parties have confirmed financial support to ICCWC. See SC69 document on <i>External funding: Report of the Secretariat</i> and SC69 document on <i>ICCWC</i> for details.	
Conf. 11.10	Trade in stony corals	<p>3. URGES:</p> <p>a) interested Parties and other bodies from range and consumer States to collaborate and provide support, coordinated by the Secretariat, to produce as a priority accessible and practical guides to recognizing corals and coral rock in trade and to make these widely available to Parties through appropriate media; and ...</p>	NA (instruction not directed to the Secretariat)	NA
Conf. 12.5 (Rev. CoP17)	Conservation of and trade in tigers and other Appendix-I Asian big cat species	<p>1. URGES:</p> <p>f) Parties to contribute financial and technical assistance to enable range States to comply with the implementation of this Resolution and enhance capacity-building, improvement of conservation measures and sustainable livelihoods, so as to contribute towards the conservation of Asian big cats;</p>	NA (instruction not directed to the Secretariat)	NA
Conf. 12.6 (Rev. CoP17)	Conservation and management of sharks	<p>5. ENCOURAGES Parties to assist in building financial and technical capacity in developing countries for shark and ray activities under CITES, and for the implementation of the IPOA-Sharks;</p>	The EU has offered financial support for capacity-building of Parties to better implement the CITES-listings of sharks and rays.	Various activities are underway under the EU-funded CITES marine species project.

Res.	Title	Reference to capacity-building activities	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
12.8 (Rev. CoP17)	Review of Significant Trade in specimens of Appendix-II species	<p>1. DIRECTS the Animals and Plants Committees, in cooperation with the Secretariat and experts, and in consultation with range States ...:</p> <p>g) ii) ... The recommendations should aim to build the range State's long term capacity to implement Article IV, paragraphs 2 (a), 3 and 6 (a) of the Convention; ...</p> <p>k) iii) ... keeping in mind the principles that recommendations should be time-bound, feasible, measurable, proportionate, transparent, and should promote capacity-building.</p> <p>6. DIRECTS the Secretariat to include training on the Review of Significant Trade process as part of its capacity-building activities related to the making of non-detriment findings; ...</p>	<p>The EU has offered financial support for the development of capacity-building tools and activities on the Review of Significant Trade (RST) process.</p> <p>The Secretariat is currently developing the new RST system, which will inform the capacity-building tools and activities.</p>	The Secretariat is developing capacity-building tools for the Review of Significant Trade (RST).
Conf. 13.4 (Rev. CoP16)	Conservation of and trade in great apes	<p>7. CALLS UPON all governments, intergovernmental organizations, international aid agencies and non-governmental organizations, as a matter of urgency, to assist the range States in any way possible in supporting the conservation of great apes including:</p> <p>b) assistance with enforcement, training, capacity-building and education;</p>	<p>NA (instruction not directed to the Secretariat)</p> <p>See SC69 documents on <i>Great apes</i>.</p>	NA
13.11 (Rev. CoP17)	Bushmeat	<p>6. ENCOURAGES Parties to, as appropriate:</p> <p>f) provide adequate financial, technical and capacity support to ensure that the harvest of and international trade in CITES-listed species for bushmeat is legal and sustainable;</p>	See implementation update of Decision 17.113 on <i>Bushmeat</i> .	See implementation update of Decision 17.113 on <i>Bushmeat</i> .
Conf. 14.3, Annex	CITES compliance procedures	<p>29. If a compliance matter has not been resolved, the Standing Committee decides to take one or more of the following measures:</p> <p>a) provide advice, information and appropriate facilitation of assistance</p>	The EU has offered financial support for the development of capacity-building tools and activities to facilitate Parties' understanding of compliance-related issues.	The Secretariat provided capacity support to the Democratic Republic of the Congo and the Lao People's Democratic Republic, in relation to their compliance requirements under Art. XIII-process.

Res.	Title	Reference to capacity-building activities	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
		and other capacity-building support to the Party concerned;		The Secretariat also organized a Legal Acquisition workshop for CITES MAs (Brussels, June 2018).
Conf. 14.4	Cooperation between CITES and ITTO regarding trade in tropical timber	4. ENCOURAGES Parties to support and facilitate the work of ITTO and CITES to build increased capacity and improve implementation of CITES timber listings; ...	The EU has offered financial support under the project: <i>Supporting sustainable management of endangered tree species and conservation of the African Elephant.</i>	Same as SC69 report
Conf. 16.7 (Rev. CoP17)	Non-detriment findings	2. ENCOURAGES Parties: f) to offer, on request, cooperative assistance to developing countries, for improvement of capacity to make non-detriment findings , based on nationally identified needs. Such cooperative assistance could take multiple forms, including financial and technical support; ... 3. DIRECTS the Secretariat: d) to assist in identifying possible funding sources to help Parties implementing capacity-building activities related to the making of non-detriment findings.	See document AC29 Doc. 10 / PC23 Doc. 11.1 on <i>Non-detriment findings</i> .	The Secretariat issued Notification to the Parties No. 2018/032 to collect experiences and examples of ways of making NDFs. It will keep and update information from AC and PC, Parties and other sources on NDFs, which can be maintained on relevant sections of the CITES website. The Secretariat will participate the NDF workshop for CITES authorities in the Philippines (September 2018).
Conf. 16.10	Implementation of the Convention for agarwood-producing taxa	6. DIRECTS Parties and the Secretariat to use the agarwood NDF guidance in capacity-building workshops and relevant training materials;	No external funding has been identified to date. However, some activities may be implemented under the EU funded project <i>Supporting sustainable management of endangered tree species and conservation of the African Elephant.</i>	No external funding has been identified to date
Conf. 17.6	Prohibiting, preventing, detecting and countering corruption, which facilitates activities conducted in violation of the Convention	6. FURTHER ENCOURAGES Parties to ensure national enforcement agencies responsible for enforcement of CITES draw upon existing guidance and training materials, ... and to make use of capacity-building opportunities offered by such entities in order to discourage any corrupt behaviour or practices on the part of their personnel;	NA (instruction not directed to the Secretariat)	NA

Res.	Title	Reference to capacity-building activities	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
Conf. 17.7	Review of trade in animal specimens reported as produced in captivity	<p>2. DIRECTS the Animals and Standing Committees, in cooperation with the Secretariat, relevant experts and in consultation with Parties, ...</p> <p>h) ... aim to promote capacity-building and enhance the ability of the country to implement relevant provisions of the Convention. The Secretariat shall transmit these draft recommendations and ...</p> <p>n) ...the Standing Committee shall decide on appropriate actions and make recommendations to the country or countries concerned, keeping in mind that these recommendations should be time-bound, feasible, measurable, proportionate, transparent, and should, if appropriate, promote capacity-building.</p> <p>4. DIRECTS the Secretariat to include training on this review process of specimens produced through captive production as part of its capacity-building activities related to the implementation of the Convention; ...</p>	See implementation status under Decision 17.102 on <i>Captive-bred and ranched specimens</i>	See implementation status under Decision 17.102 on <i>Captive-bred and ranched specimens</i>
Conf. 17.10	Conservation of and trade in pangolins	<p>1. URGES all Parties to:</p> <p>d) carry out capacity-building activities with a particular focus on:</p> <p>i) methods and techniques to detect and identify illegally traded pangolins, including specimens from alleged captive-breeding operations;</p> <p>ii) best practice protocols for safe handling, care and rehabilitation, and release back into the wild of live confiscated pangolins; and</p> <p>iii) promoting the understanding of legal provisions concerning trade in and use of pangolins; ...</p>	NA (instruction not directed to the Secretariat)	NA

Res.	Title	Reference to capacity-building activities	CITES Secretariat Implementation status and plan reported to SC69	Update of CITES Secretariat Implementation status and plan as at 2 August 2018
Conf. 17.11	Conservation of and trade in helmeted hornbill	2. CALLS UPON all governments, donor and funding organizations, and relevant intergovernmental and non-governmental organizations, ... b) providing assistance with enforcement, training, capacity-building and education , population monitoring, and the gathering and exchange of scientific, technical and legal information and expertise.	NA (instruction not directed to the Secretariat) See SC69 document on <i>Illegal trade in the helmeted hornbill</i> (Rhinoplax vigil).	The Secretariat has written to range States offering assistance, subject to the availability of external funding.
Conf. 17.12	Conservation, sustainable use of and trade in snakes	3. URGES Parties and the Secretariat to use the general NDF guidance contained in Resolution Conf. 16.7 (Rev. CoP17) and any further guidance recommended by the Animals and Standing Committees in capacity-building workshops and relevant training materials ; ...	The NDF guidance for trade in Appendix-II listed snakes was prepared by IUCN and submitted by the Secretariat to AC29. An expert workshop on the making of non-detriment findings (NDF) for trade in CITES-listed snakes was held in Indonesia in May 2017 using the above-mentioned guidance.	The Secretariat held a training workshop on the application of new CITES guidance on trade in captive-bred and ranched specimens combined with a segment on conducting NDFs for CITES-listed snakes Asian snakes (Bogor, May 2018).

Comparison of Parties under the main compliance tools

	National Legislation Project ¹⁴	Review of Significant Trade ¹⁵	Annual reports ¹⁶	National Ivory Action Plan ¹⁷	Other compliance measures
Afghanistan	3		X		
Albania			*		
Algeria	2	*			
Angola	+			C	
Antigua and Barbuda	2				
Armenia	3				
Azerbaijan	2				
Bahrain	+				
Bangladesh	2				
Belarus	2				
Belize	3	X			
Benin	2	XX *			Captive breeding
Bhutan	3				
Bosnia and Herzegovina	3				
Botswana	2				
Burkina Faso	2				
Burundi	2				
Cambodia		*		B	
Cameroon		X **		B	
Cape Verde	3				
Central African republic	3				
Chad	2				
China				A	
Comoros	3				
Congo	2	*		B	
Cote d'Ivoire	3	X			
Democratic Republic of the Congo		XX **		C	Compliance & enforcement, Art. XIII
Djibouti	3 X		X		
Dominica	3				
Ecuador	2				

¹⁴ Key for National Legislation Project column (only showing those not in category 1). Source: SC70 Doc. 25.

+ : Recently acceded Parties.

2: Parties with legislation in Category 2.

3: Parties with legislation in Category 3.

X: Parties currently subject to a recommendation to suspend trade for national legislation.

¹⁵ Key for Review of Significant Trade column: Source: SC70 Doc. 29.1

X: Parties with one species subject to a recommendation to suspend trade.

XX: Parties with multiple species subject to a recommendation to suspend trade.

*: Parties currently undergoing the RST process for one species.

**: Parties currently undergoing the RST process for more than one species.

¹⁶ Key for Annual reports column Source: SC70 Doc. 26.1.

X: Parties currently subject to a recommendation to suspend trade for non-submission.

*: Parties that have not yet submitted their annual reports for the years 2015 and 2016 and could be subject to a Standing Committee recommendation to suspend trade if reports for 2015, 2016 and 2017 are not received by 31 October 2018.

¹⁷ For the NIAP categories, see <https://cites.org/eng/niaps>.

	National Legislation Project ¹⁴	Review of Significant Trade ¹⁵	Annual reports ¹⁶	National Ivory Action Plan ¹⁷	Other compliance measures
Egypt				C	
Equatorial Guinea		XX			
Eritrea	2				
Ethiopia				B	
Fiji		XX	*		
Gabon	2			B	
Gambia	2				
Georgia	2				
Ghana	3	XX *			Captive breeding
Grenada	3	X	X		
Guatemala			*		
Guinea	2	XX			Compliance & enforcement
Guyana		**			
Iceland			*		
India	2	*			
Indonesia		**			Captive breeding
Iraq	+				
Jordan	2	*			Captive breeding
Kazakhstan	2				
Kenya	2			A	
Kyrgyzstan	2				
Lao People's Democratic Republic	3	XX *		C	Compliance & enforcement, Art. XIII
Lebanon	+				
Lesotho	3				
Liberia	3 X				
Libya	3				
Madagascar		XX **			Species action plan
Malawi	2			A	
Malaysia		*		A	
Maldives	+				
Mali	2	XX **	*		Captive breeding
Mauritania	3 X		*		
Mauritius			*		
Mongolia	2				
Montenegro	2				
Morocco		*			
Mozambique	2	XX		C	
Myanmar	2				
Namibia		*			
Nepal	2	*			
Nicaragua		*			Captive breeding
Niger	3	X			
Nigeria				B	
Oman	3				
Pakistan	2				
Palau	3				
Panama		*			Captive breeding
Papua New Guinea			*		
Paraguay		*			
Philippines	2			C	
Qatar				C	
Rwanda	3				

	National Legislation Project ¹⁴	Review of Significant Trade ¹⁵	Annual reports ¹⁶	National Ivory Action Plan ¹⁷	Other compliance measures
Saint Kitts and Nevis	2		*		
Saint Lucia	2				
Saint Vincent and the Grenadines	2				
Samoa	3		*		
San Marino					
Sao Tome and Principe	3				
Senegal		X			
Seychelles	3				
Sierra Leone	3				
Solomon Islands	2	XX	*		
Somalia	3 X		*		
Sri Lanka	3				
Sudan	2	X			Captive breeding
Suriname	2	*			
Eswatini (former Swaziland)	3				
Syrian Arab Republic	3	*			
Tajikistan	+				
Thailand				B	
The former Yugoslav Republic of Macedonia	2				Captive breeding
Togo	2	XX **		A	
Tonga	+				Captive breeding
Trinidad and Tobago	2				
Tunisia	2	*			
Uganda	3			A	
United Republic of Tanzania	2	XX		A	
Uzbekistan	2				
Yemen			*		
Venezuela (Bolivarian Republic of)					
Vietnam		X *		A	Captive breeding
Zambia	2				

Cadre proposé pour le renforcement des capacités

A. Appui général au renforcement des capacités

AS= autorité scientifique ; LF=autorité chargée de la lutte contre la fraude ; OG=organe de gestion

Domaines de renforcement des capacités	Bénéficiaires ciblés	Résolutions et décisions pertinentes	Exemples de services et outils de renforcement des capacités
Application générale de la Convention	OG, AS, LF	<p><u>Résolutions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Conf.10.3 Désignation et rôle des autorités scientifiques Conf. 11.1 (Rev. CoP17) Constitution des Comités <p><u>Décisions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 17.55 Coopération de la CITES avec d'autres conventions relatives à la biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> Cours en personne sanctionnés par des diplômes Ateliers régionaux pré-CoP Cours en ligne (Collège virtuel CITES, OMC) Appui bilatéral à une nouvelle Partie
Spécifique aux espèces et à des domaines	AS, OG, LF	<p><u>Résolutions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> Conf. 10.10 (Revo. CoP17) Commerce de spécimens d'éléphants Conf. 10.19 (Rev. CoP14) Les médecines traditionnelles Conf. 12.5 (Rev. CoP17) Conservation et commerce du tigre et des autres grands félins d'Asie de l'Annexe I Conf. 12.6 (Rev. CoP17) Conservation et gestion des requins Conf. 13.4 (Rev. CoP16) Conservation et commerce des grands singes Conf. 13.11 (Rev. CoP17) Viande de brousse Conf. 14.4 Coopération entre la CITES et l'OIBT concernant le commerce des bois tropicaux <p><u>Décisions:</u></p> <ul style="list-style-type: none"> 16.48 (Rev. CoP17) Introduction en provenance de la mer 17.40 Moyens d'existence 17.113 Viande de brousse 17.153 Traçabilité 17.159 Systèmes électroniques et technologies de l'information 17.164 Identification (peaux de tigre) 17.212 Requins et raies (Elasmobranchii spp.) 17.225 Grands félins d'Asie (Felidae spp.) 17.241 Lion d'Afrique (Panthera leo) 17.302 Espèces d'arbres africaines 	<ul style="list-style-type: none"> Projet UE CITES pour les espèces marines Initiative CMS-CITES pour les carnivores africains Initiative CMS-CITES pour les mammifères d'Asie centrale MIKES Matériel d'identification Outils et services disponibles dans le cadre du Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICWC) Orientations et appui aux Parties pour la réalisation d'ACNP

Lutte contre la fraude	LF, OG, AS	<u>Résolutions :</u> <ul style="list-style-type: none"> • Conf. 11.3 (Rev. CoP17) Application de la Convention et lutte contre la fraude • Conf. 11.10 Commerce des coraux durs • Conf. 17.6 Interdire, prévenir, détecter et réprimer la corruption qui facilite les activités menées en violation de la Convention <u>Décisions :</u> <ul style="list-style-type: none"> • 17.83 Lutte contre la fraude • 16.58 (Rev. CoP17) Inspection physique des chargements de bois 	<ul style="list-style-type: none"> • Outils et services disponibles dans le cadre du Consortium international de lutte contre la criminalité liée aux espèces sauvages (ICCWC) • Symposiums régionaux CITES-PNUD-PNUE sur la législation • Outils et ateliers d'identification des espèces
------------------------	------------	---	---

B. Appui ciblé au renforcement des capacités

Questions de respect de la Convention	Bénéficiaires ciblés directs (et indirects)	Résolutions et décisions pertinentes	Exemples de services et d'outils de renforcement des capacités
a) Projet sur les législations nationales	OG (législateurs, judiciaire)	<ul style="list-style-type: none"> • Conf. 8.4 (Rev. CoP15) Lois nationales pour l'application de la Convention • Conf. 11.3 (Rev. CoP17) Application de la Convention et lutte contre la fraude 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui individualisé pour la législation nationale • Ateliers régionaux sur la législation (Afrique anglophone et francophone, Asie centrale)
b) Étude du commerce important	AS (OG)	<ul style="list-style-type: none"> • Conf. 12.8 (Rev. CoP17) Étude du commerce important de spécimens d'espèces inscrites à l'Annexe II • Conf. 16.7 (Rev. CoP17) Avis de commerce non préjudiciable • Conf. 16.10 Application de la Convention aux taxons produisant du bois d'agar 	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers mondiaux et nationaux sur les ACNP • Atelier spécifique à des espèces sur les ACNP • Base de données de l'étude du commerce important • Appui financier spécial aux ACNP (p. ex., projet UE sur les espèces d'arbres)
c) Rapports nationaux	OG (douanes)	<ul style="list-style-type: none"> • Conf. 11.17 (Rev. CoP17) Rapports nationaux 	<ul style="list-style-type: none"> • Lignes directrices sur les rapports nationaux
d) Respect de la Convention et lutte contre la fraude (Article XIII)	OG (décideurs de haut niveau)	<ul style="list-style-type: none"> • Conf. 11.3 (Rev. CoP17) Application de la Convention et lutte contre la fraude • Conf. 14.3 Annexe Procédures CITES pour le respect de la Convention 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui spécial fourni par des donateurs
e) Autre : i) Plans d'action nationaux pour l'ivoire	LF, OG	<ul style="list-style-type: none"> • Décisions 17.72, 17.80, 17.82 Processus relatif aux Plans d'action nationaux pour l'ivoire 	<ul style="list-style-type: none"> • Appui spécial fourni par des donateurs (p. ex., appui dans le cadre d'un Accord de coopération avec les États-Unis d'Amérique sur le <i>Renforcement du respect de la CITES et application de la loi par les Parties d'Asie du Sud-Est</i>)

<p>e) Autre : ii) Élevage en captivité</p>	<p>OG (LF, inspecteurs chargés des espèces sauvages, autres)</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Conf. 17.7 Étude du commerce de spécimens d'animaux signalés comme produits en captivité 	<ul style="list-style-type: none"> • Ateliers régionaux (p. ex., serpents en Indonésie) • Fiches spécifiques aux taxons • Appui spécial fourni par des donateurs (p. ex., UE et US-FWS)
---	--	--	--